

Commis-chef	}	23
Commis dactylographe-chef		
Commis sténodactylographe-chef		
Commis ou commis principal *		
Commis dactylographe ou commis dactylographe principal *		
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal *	}	1
Chef-huissier ou chef-huissier principal *		
Messenger-huissier ou messenger-huissier principal *		
Agent chef	}	5
Agent ou agent principal *		
<i>B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service</i>		
Chef d'atelier 1re classe	}	3
Contremaître 3e classe ou contremaître 2e classe *		
Premier ouvrier spécialisé A	}	4
Ouvrier qualifié B ou premier ouvrier spécialisé *		
Chauffeur d'auto-mécanicien ou premier ouvrier spécialisé *		
Aide-ouvrier B ou ouvrier qualifié A *		

(*) Application du principe de la carrière plane.

Art. 2. § 1er. L'emploi d'inspecteur général est supprimé dès qu'il sera mis fin à la désignation du titulaire actuel.

§ 2. Les emplois de premier conseiller comme prévus à l'article 1er sont supprimés dès qu'il sera mis fin à la désignation des titulaires actuels.

Art. 3. Le rapport entre le nombre d'emplois de recrutement et d'emplois d'avancement de grades repris en pool à l'article 1er, est fixé conformément aux normes de la programmation sociale.

Art. 4. L'arrêté royal du 30 juillet 1981 fixant le cadre organique de la Société publique des Déchets pour la Région flamande, modifié par les arrêtés de l'Exécutif flamand du 30 juillet 1985 et du 14 septembre 1988, est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 10 juillet 1991.

Art. 6. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juillet 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
T. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1804

[S — 29223]

22 JANVIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant modification de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984, organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, § 6 et l'article 87, § 5, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984, organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, notamment l'article 5 et l'annexe III modifiés par l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1985;

Vu le protocole de négociation du 7 novembre 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif,

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 janvier 1991,

Arrête :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté du 5 avril 1984 modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. § 1er. La Commission d'Avis instituée par l'article 9, § 4 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française exerce pour la RTBF les attributions du comité général de concertation visé à l'article 4, § 1er.

§ 2. La composition et les modalités de fonctionnement du comité visé au § 1er sont fixées à l'annexe II du présent arrêté.

§ 3. Les décisions visant la prise de participation au capital d'une entreprise existante ou la création d'entreprise à laquelle participe la RTBF ou l'une de ses filiales font l'objet d'une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein de la Commission d'Avis.

4. Outre les compétences confiées à la Commission d'Avis par le présent article, la Commission peut connaître toute question de nature à affecter la situation matérielle ou morale des membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française.

Elle émet un avis sur tout projet qui émane du Comité permanent et qui a pour objet de modifier le statut de la RTBF.

Elle peut d'initiative donner un avis sur tout projet de même nature dont elle aurait eu connaissance.

Périodiquement et lors de toute modification importante, elle est informée de la politique définie par les organes de gestion en matière de budget et de finances, d'investissement, d'emploi, de programmes et de participation au capital d'autres entreprises ou de création d'entreprise.

Les matières donnant lieu à information périodique des membres de la Commission d'Avis sont celles que mentionne l'annexe III du présent arrêté.

Les consultations sont préalables aux décisions.

Les informations transmises doivent l'être préalablement aux décisions auxquelles elles peuvent conduire.

Elles sont assorties de commentaires appropriés permettant de se faire une opinion en connaissance de cause sur les problèmes examinés, la situation et les projets de l'entreprise et du groupe dans laquelle elle est insérée.

Elles sont fournies de manière telle que les représentants des travailleurs puissent jouer pleinement leur rôle consultatif et que les centres de décision puissent prendre leur avis en considération dans le respect des relations collectives du travail prévues par le présent statut.

Pour assurer la continuité du dialogue au sein de la Commission d'Avis, l'Administrateur général indiquera, soit immédiatement, soit au cours de la réunion suivante, la suite qu'il entend donner ou qu'il a donnée aux avis, suggestions ou objections formulées par les représentants des travailleurs.

§ 5. L'information annuelle telle que définie à l'annexe III doit être fournie dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. L'information trimestrielle et semestrielle doit être fournie dans les deux mois qui suivent la période de trois mois ou de six mois sur lesquels porte l'information. En ce qui concerne les budgets, ils seront présentés au plus tard un mois avant l'exercice concerné.

Les informations périodiques autres qu'annuelles doivent permettre une comparaison valable avec les données fournies annuellement. Elles doivent permettre à la Commission d'Avis de se rendre compte de l'état de la réalisation des objectifs.

§ 6. Des tableaux-types permettant de présenter de manière chiffrée et comparable les informations prévues par l'annexe III sont établis après avis de la Commission d'Avis.

De même, les listes :

1. des agents de la RTBF désignés pour réunir les informations de base permettant ultérieurement d'établir des tableaux de synthèse;

2. des agents de la RTBF chargés d'établir les tableaux de synthèse correspondant aux informations reprises à l'annexe III du présent arrêté,

sont soumises pour avis à la Commission d'Avis.

Les agents de la RTBF chargés d'établir la synthèse de ces informations sont aussi chargés de les communiquer au secrétariat de l'Institut par la voie hiérarchique. Ils participent à la Commission d'Avis comme experts chaque fois que l'examen d'un document qu'ils ont fourni est inscrit à l'ordre du jour. "

Art. 2. L'annexe III du même arrêté, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985, est remplacé par la disposition suivante :

"Annexe III — Matières donnant lieu à information des membres de la Commission d'Avis de la RTBF"

"1. Budget et finances

1.1. Communication annuelle.

— d'un rapport concernant les projets et la politique à moyen ou long terme portant tant sur le plan économique et financier que technologique, organisationnel et social de l'entreprise, de ses filiales et sous-filiales, ainsi que des recherches et des projets d'entreprises;

— du projet de budget de fonctionnement (en liaison avec les projets de grille), d'investissement (en fonction du plan d'investissement) et de financement avant le début de l'exercice concerné;

— des mêmes projets après attribution du crédit affecté, par le Conseil de la Communauté française, au service de la radio-télévision, avec répartition par centre de production et/ou secteur d'activité;

— du plan d'investissement et d'un rapport définissant, dans toute la mesure du possible, les effets prévisibles du plan d'investissement sur la politique de l'emploi, la technologie, l'organisation du travail, et, dans certaines limites, la programmation de la production;

- des états financiers de la RTBF pour l'exercice écoulé ainsi qu'un état des comptes consolidés;
 - du tableau de financement décrivant les emplois et ressources;
 - d'un compte rendu de l'exécution des budgets de l'exercice écoulé;
 - des états financiers des filiales (bilan, compte de résultat, annexe), du rapport de gestion de leur conseil et du rapport de leur commissaire-réviseur, dès qu'ils sont disponibles;
 - de la structure des résultats des filiales par activité : chiffre d'affaires, prix de revient des ventes, marge brute, frais généraux, résultats d'exploitation;
 - d'une information sur les perspectives financières des filiales (budget, structure des coûts et des marges);
 - des états financiers des sous-filiales, pour autant que la RTBF en possède, directement ou indirectement, au moins 10% du capital.
- 1.2. Communication semestrielle.
- de l'état de réalisation du plan d'investissement;
 - du relevé des coproductions;
 - d'une information sur la politique définie par les organes de gestion en matière d'investissement, de recrutement, de budget et de programmes;
 - des situations comptables des filiales et des sous-filiales.
- 1.3. Communication trimestrielle.
- de la situation comptable à fin de trimestre (bilan, compte de résultat ou balance des comptes);
 - de la situation budgétaire arrêtée à fin de trimestre;
 - de la réestimation des résultats comptables et budgétaires à la fin de l'année;
 - de la liste des contrats passés avec des firmes extérieures par centre de production et/ou par secteur d'activité.
- 1.4. Communication ponctuelle.
- des projets de réglementation interne définie en application des articles 4 (coproductions notamment) et 20 (vente, location, rémunération de services rendus) du décret instituant la RTBF, dans la mesure où ces réglementations nécessitent une intervention du Comité permanent;
 - des projets d'opération sur capital des filiales ou des sous-filiales, de leur impact sur le plan financier et sur le plan financier de la RTBF;
 - des projets impliquant une modification éventuelle des procédures de gestion financière et budgétaire.
2. Gestion
- 2.1. Communication annuelle.
- du rapport annuel prévu par l'article 22 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française.
- 2.2. Communication ponctuelle.
- des projets impliquant une réforme des structures de gestion de l'Institut, notamment des projets supposant la réorganisation de services existants ou la création de nouveaux services;
 - de tout projet visant à déterminer ou à modifier le ressort et les attributions d'un ou plusieurs centres de production régionaux;
 - des modèles de contrats-programmes;
 - de tout projet de modification de statut des filiales et des sous-filiales;
 - de toute modification dans la structure du capital d'une filiale ou d'une sous-filiale;
 - de toute délibération effectuée dans une filiale ou une sous-filiale en raison des articles 103 et 104 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.
3. Politique de l'emploi
- 3.1. Communication annuelle.
- de l'organigramme de l'Institut;
 - d'un rapport définissant à court et à moyen terme la politique de l'emploi de la RTBF avec ses implications en matière de départ (mises à la retraite), recrutement (nombre d'emplois à prévoir et calendrier des épreuves de recrutement), accueil et formation. Ce rapport doit être accompagné d'une prévision du coût de cette politique d'emploi;
 - d'un rapport sur l'utilisation par le personnel de la RTBF des crédits d'heures accordés aux travailleurs en vue de leur promotion sociale;
 - d'un bilan statistique des congés de maladie, des congés sans solde ou des congés pour raisons sociales;
 - d'un relevé des accidents de travail et des maladies professionnelles;
 - de l'organigramme des filiales et des sous-filiales, du montant et de la ventilation des frais de personnel (rémunération ventilée entre ouvriers, employés et personnel de direction, charges sociales légales, charges sociales extra-légales et autres avantages sociaux);
 - de l'évolution de l'emploi dans les filiales et les sous-filiales.
- 3.2. Communication semestrielle.
- de l'état de réalisation des perspectives en matière d'emploi par rapport aux prévisions annuelles.
- 3.3. Communication trimestrielle.
- d'une statistique par centre de production et/ou secteur d'activité des heures supplémentaires (en distinguant heures compensées et heures réellement prestées) et dominicales ainsi que des congés de récupération encore à attribuer;

— d'un relevé des travailleurs, en ce compris les travailleurs temporaires ou auxiliaires, ayant bénéficié durant les douze derniers mois soit d'engagements dépassant 40 jours soit d'une rémunération globale dépassant 164.797 francs au 1^{er} septembre 1989 (cette rémunération liée à l'indice des prix à la consommation);

— d'un relevé du recours aux firmes d'intérimaires par centre de production et/ou secteur d'activité;

— de la liste à jour des lauréats des épreuves de recrutement, intéressés par un engagement contractuel à durée déterminée et/ou à temps partiel, classés par fonction et par site;

— de la liste à jour du personnel sous contrat à durée indéterminée (fonctions prévues au cadre);

— de la liste à jour du personnel sous contrat à durée déterminée ou de remplacement (fonctions prévues au cadre);

— de la liste à jour du personnel sous contrat à durée indéterminée (fonctions non prévues au cadre);

— de la liste à jour du personnel sous contrat à durée déterminée (fonctions non prévues au cadre).

3.4. Communication ponctuelle.

de tout projet concernant :

— les droits moraux et patrimoniaux des auteurs et exécutants;

— les règles de cumul interne ou externe;

— les modifications aux règles d'examen;

— l'utilisation de stagiaires, d'étudiants ou de pensionnés;

— le reclassement des handicapés;

— la définition des fonctions;

— l'interprétation du statut du personnel, des conventions collectives, des règlements, des prestations et des octrois d'indemnités;

— de toute modification significative apportée à la politique suivie en matière d'investissement, de recrutement, de budget, de programme et d'écran publicitaire.

4. Grille des programmes

4.1. Communication avant toute nouvelle saison radiophonique.

— du projet de grille des programmes Radio et Télévision, de leurs modalités d'application et de leurs implications en matière de personnel. Ce document suppose une information sur les normes de production et une information ponctuelle sur les projets de modification des normes de production.

4.2. Communication ponctuelle.

— de tout projet précisant la politique culturelle de la RTBF comportant notamment ceux ayant une incidence sur la politique de l'emploi;

— de tout projet modifiant de manière significative la grille des programmes;

— de tout projet pouvant influencer de manière significative l'interprétation des articles 2, 4 et 25 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, ainsi que des règles internes fixant la déontologie de l'information.

5. Prise de participation au capital ou création d'entreprise

Communication ponctuelle de tout projet visant à la prise de participation au capital d'une entreprise existante ou la création d'une entreprise au capital de laquelle participerait la RTBF ou une de ses filiales.

Cette communication a trait aux informations de base établies par référence aux dispositions de l'Arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux comités d'entreprise.

Cette communication comporte obligatoirement :

— la justification de la prise de participation et l'évaluation du risque financier assumé;

— le mode de financement;

— les autres actionnaires éventuels et les informations financières les concernant, notamment la nature de leurs relations;

— le plan financier et le budget du premier exercice;

— l'organigramme et l'évolution prévisionnelle des effectifs;

— les statuts et leurs modifications éventuelles;

— le programme et les perspectives d'avenir de l'entreprise;

— l'existence éventuelle et la nature des conventions collectives, des accords et pactes d'actionnaires qui ont des conséquences fondamentales et durables sur la situation de l'entreprise;

— les engagements financiers éventuels autres que la participation au capital. "

Art. 3. Le membre de l'Exécutif qui a la Radiodiffusion et la Télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 janvier 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1804

[S — 29223]

22 JANUARI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 13, § 6 en artikel 87, § 5, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11 § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 5 en bijlage III, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 15 maart 1985;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 7 november 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 14 januari 1991 genomen beslissing.

Besluit:

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van 5 april 1984, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. § 1. De Adviescommissie opgericht bij artikel 9, § 4 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de " Radio-Télévision belge de la Communauté française ", oefent voor de RTBF de bevoegdheden uit van het in artikel 4, § 1 bedoeld algemeen overlegcomité.

§ 2. De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het in § 1 bedoeld comité worden bepaald in bijlage II van dit besluit.

§ 3. De beslissingen tot deelneming in het kapitaal van een bestaande onderneming of tot oprichting van een onderneming waarin de RTBF of een van haar filialen deelneemt, worden genomen na voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties in de Adviescommissie.

§ 4. Benevens de bevoegdheden die bij dit artikel aan de Adviescommissie worden toevertrouwd, kan aan die commissie elke kwestie worden voorgelegd die op de materiële of morele toestand van het personeel van de " Radio-Télévision belge de la Communauté française " zou kunnen inwerken.

Ze brengt advies uit over elk ontwerp dat van de Vaste Commissie uitgaat en dat ten doel heeft het statuut van de RTBF te wijzigen.

Ze mag op eigen initiatief een advies uitbrengen over elk ontwerp van dezelfde aard waarvan ze kennis zou hebben gekregen.

Ze wordt geregeld en bij elke belangrijke wijziging in kennis gesteld van het beleid dat door de beheersorganen wordt voorgehouden inzake begroting en financiën, investeringen, tewerkstelling, programmatie en deelneming in het kapitaal van andere ondernemingen of oprichting van een onderneming.

De materies waarover geregeld informatie moet worden verstrekt aan de leden van de Adviescommissie zijn deze die in bijlage III van dit besluit vermeld zijn.

Voordat beslissingen worden genomen, worden raadplegingen gehouden.

De mede te delen informaties moeten worden medegegeeld voordat de beslissingen waartoe ze aanleiding kunnen geven, worden genomen.

Gepaste commentaar wordt erbij gegeven waardoor men zich met kennis van zaken een opinie kan vormen over de onderzochte problemen, de toestand en de vooruitzichten van de onderneming en de groep waarin ze deelneemt.

Ze worden zodanig bezorgd dat de vertegenwoordigers van de werknemers volwaardig hun consultatieve rol kunnen spelen en dat de beslissingscentra hun advies in aanmerking kunnen nemen met eerbieding van de collectieve arbeidsbetrekkingen die bij dit statuut bepaald zijn.

Om de voortzetting van de dialoog in de Adviescommissie te verzekeren, deelt de administrateur-generaal ofwel onmiddellijk ofwel tijdens de volgende vergadering mede welk gevolg hij wenst te geven of wel gevolg hij heeft gegeven aan de adviezen, de suggesties of de bezwaren die door de vertegenwoordigers van de werknemers werden geopperd.

§ 5. De jaarlijkse informatie zoals bepaald in de bijlage III, moet worden verstrekt binnen vier maanden die volgen op het sluiten van het dienstjaar. De driemaandelijke en halfjaarlijkse informatie moet worden verstrekt binnen twee maanden die volgen op de periode van drie of zes maanden waarop de informatie betrekking heeft. Wat de begrotingen betreft, deze worden uiterlijk een maand voor bedoeld dienstjaar voorgelegd.

De periodieke informaties, andere dan jaarlijkse, moeten een geldige vergelijking met de jaarlijks ingeleverde inlichtingen mogelijk maken. Door die informaties moet de Adviescommissie zich rekenschap kunnen geven van de stand van zaken wat betreft de verwezenlijking van de doelstellingen.

§ 6. Model-tabellen waarmee de in bijlage III bedoelde inlichtingen in cijferschrift en vergelijkbaar kunnen worden voorgesteld, worden opgemaakt na advies van de Adviescommissie.

Worden eveneens ter advies voorgelegd aan de Adviescommissie, de lijsten :

1. van de ambtenaren van de RTBF die worden aangewezen om de basisinformaties te verzamelen waarmee de synthesetabellen achteraf kunnen worden opgemaakt;

2. van de ambtenaren van de RTBF belast met het opmaken van de synthesetabellen die overeenstemmen met de informaties opgenomen in bijlage III van dit besluit.

De ambtenaren van de RTBF belast met het opmaken van de synthese van deze informaties zijn eveneens belast met de mededeling ervan aan het secretariaat van het Instituut langs de hiërarchische weg. Ze nemen deel aan de Adviescommissie als deskundigen telkens als de agenda het onderzoek voorziet van een document dat ze hebben bezorgd."

Art. 2. De bijlage III van datzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Bijlage III — Materies waarover informatie moet worden verstrekt aan de leden van de Adviescommissie van de RTBF"

1. Begroting en financiën

1.1. Jaarlijkse mededeling van :

— een verslag over de projecten en het beleid op middellange en lange termijn zowel op economisch en financieel als op technologisch, organisatorisch en sociaal vlak, van de onderneming, van haar filialen en subfilialen, alsook de onderzoeken en de projecten van sommige ondernemingen;

— het ontwerp van begroting voor de werking (in verband met de ontwerpen van dienstregeling), voor de investering (volgens het investeringsplan) en voor de financiering voor het begin van het betrokken dienstjaar;

— diezelfde ontwerpen na toekenning van het krediet dat door de Raad van de Franse Gemeenschap werd bestemd voor de dienst van de radio en televisie, met verdeling per productiecentrum en /of activiteitssector;

— het investeringsplan en een verslag met bepaling — in al de mate van het mogelijke — van de voorzienbare weerslag van het investeringsplan op het tewerkstellingsbeleid, de technologie, de organisatie van het werk en, binnen bepaalde perken, de programmatie van de productie;

— de financiële toestand van de RTBF voor het voorbije dienstjaar alsook een staat van de geconsolideerde rekeningen;

— de financieringstabel met beschrijving van de bestedingen en de inkomsten;

— een samenvattend verslag over de uitvoering van de begrotingen van het voorbije dienstjaar;

— de financiële staten van de filialen (balans, resultatenrekening, bijlage), het verslag over het beheer van hun raad en het verslag van hun commissaris-revisor, zodra ze beschikbaar zijn;

— de structuur van de resultaten van de filialen per activiteit : omzet, kostprijs van de verkopen, bruto-marge, algemene kosten, bedrijfsresultaten;

— een informatie over de financiële vooruitzichten van de filialen (begroting, structuur van de kosten en de marges);

— de financiële staten van de subfilialen, voor zover de RTBF er rechtstreeks of onrechtstreeks ten minste 10 % van het kapitaal bezit.

1.2. Halfjaarlijkse mededeling van :

— de stand van verwezenlijking van het investeringsplan;

— de opgave van de coproducties;

— een informatie over het beleid bepaald door de beheersorganen inzake investeringen, wervingen, begrotingen en programma's;

— de boekhoudkundige toestanden van de filialen en de subfilialen.

1.3. Driemaandelijke mededeling van :

— de boekhoudkundige stand van zaken op het einde van het trimester (balans, resultatenrekening of balans van de rekeningen);

— de begrotingstoestand afgesloten op het einde van het trimester;

— de nieuwe raming van de boekhoud- en begrotingsresultaten op het einde van het jaar;

— de lijst van de contracten afgesloten met externe firma's per productiecentrum en/of per activiteitssector.

1.4. Punctuele mededeling van :

— de ontwerpen van intern reglement bepaald bij toepassing van de artikelen 4 (inzonderheid coproducties) en 20 (verkoop, verhuring, bezoldiging voor gepresteerde diensten) van het decreet tot instelling van de RTBF, voor zover die reglementeringen aan de Vaste Commissie moeten worden voorgelegd;

— de ontwerpen inzake verrichting op kapitaal van de filialen of subfilialen, van hun weerslag op financieel vlak en op het financieel vlak van de RTBF;

— de projecten die een eventuele wijziging vereisen van de procedures inzake financieel en budgettair beheer.

2. Beheer

2.1. Jaarlijkse mededeling van :

— het jaarverslag bedoeld in artikel 22 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française".

2.2. Punctuele mededeling van :

- de plannen die een wijziging vereisen van de structuren inzake het beheer van het Instituut, inzonderheid de plannen die een reorganisatie van de bestaande diensten of de oprichting van nieuwe diensten veronderstellen;
- elk plan met betrekking tot het vaststellen of wijzigen van het ambtsgebied en de bevoegdheden van één of verscheidene gewestelijke productiecentra;
- van de modellen van de programmaovereenkomsten;
- elk ontwerp van wijziging van de statuten van de filialen en subfilialen;
- elke wijziging aan de structuur van het kapitaal van een filiale of een subfiliale;
- elke beslissing genomen na een beraadslaging in een filiale of een subfiliale volgens de artikelen 103 en 104 van de gecoördineerde wetten op de handelsvermoetschappen.

3. Tewerkstellingsbeleid

3.1. Jaarlijkse mededeling van :

- het organigram van het Instituut;
- een verslag over het tewerkstellingsbeleid van de RTBF op korte en middellange termijn met vermelding van de weerslag ervan op de afvloeiing (oprustelling), de aanwerving (aantal in het vooruitzicht gestelde betrekkingen en kalender van de wervingsexamens), het onthaal en de vorming. Bij dit verslag moet een raming worden gevoegd van de kostprijzen van dat tewerkstellingsbeleid;
- een verslag over het gebruik dat het personeel van de RTBF maakt van de kredieturen toegekend aan de werknemers met het oog op hun sociale promotie;
- een lijst met de statistieken over ziekteverlof, onbezoldigd verlof of verlof om sociale redenen;
- een lijst van de arbeidsongevallen en beroepsziekten;
- het organigram van de filialen en de subfilialen, het bedrag en de verdeling van de personeelskosten (bezoldiging verdeeld over werklieden, bedienden en directiepersoneel, wettelijke sociale lasten, extra-wettelijke sociale lasten en andere sociale voordelen);
- de evolutie van de tewerkstelling in de filialen en de subfilialen.

3.2. Halfjaarlijkse mededeling van :

- de stand van de reeds gerealiseerde vooruitzichten inzake tewerkstelling t.o.v. de jaarlijkse vooruitzichten.

3.3. Driemaandelijkse mededeling van :

- een statistiek, per productiecentrum én/of activiteitssector, over de overuren (met onderscheid tussen compensatie-uren en werkelijk gepresteerde uren) en over zondaguren, alsook over de nog toe te kennen recuperatieverlofdagen;
- een opgave van de werknemers, met inbegrip van het tijdelijk of hulppersoneel, die gedurende de laatste twaalf maanden ofwel voor een periode van meer dan 40 dagen werden aangeworven ofwel een globale bezoldiging van meer dan 164 797 frank op 1 september 1989 hebben genoten (deze bezoldiging is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen);
- een lijst van de uitzendbureaus waarop een beroep werd gedaan per productiecentrum en/of activiteitssector;
- de bijgehouden lijst van de personen die geslaagd zijn voor wervingsexamens, die geïnteresseerd zijn in een werving als contractueel voor bepaalde duur en/of deeltijds, gerangschikt per functie en per plaats;
- de bijgehouden lijst van het personeel dat een overeenkomst voor onbepaalde duur heeft gesloten (functies bepaald in de personeelsformatie);
- de bijgehouden lijst van het personeel dat een overeenkomst voor bepaalde duur of een vervangingsovereenkomst heeft gesloten (functies bepaald in de personeelsformatie);
- de bijgehouden lijst van het personeel dat een overeenkomst voor onbepaalde duur heeft gesloten (functies die niet bepaald zijn in de personeelsformatie);
- de bijgehouden lijst van het personeel dat een overeenkomst voor bepaalde duur heeft gesloten (functies die niet bepaald zijn in de personeelsformatie).

3.4. Punctuele mededeling van elk projekt in verband met :

- de morele en patrimoniale rechten van de auteurs en de uitvoerders;
- de regels inzake interne of externe cumulatie;
- de wijzigingen aan het examenreglement;
- de inschakeling van stagiairs, studenten of gepensioneerden;
- de reclassering van gehandicapten;
- de omschrijving van de functies;
- de interpretatie van het statuut van het personeel, de collectieve overeenkomsten, de reglementen, de prestaties en de toekenning van vergoedingen;
- elke belangrijke wijziging van het beleid gevoerd inzake investering, aanwerving, begroting, programma en reclamespots.

4. Programmaschema

4.1. Mededeling, voor elk nieuw radioseizoen, van :

- het ontwerp van programmaschema Radio en Televisie, de toepassingsmodaliteiten en de weerslag ervan op het personeel. Dit document moet informatie omvatten over de produktienormen en een punctuele informatie over de ontwerpen van wijziging van de produktienormen.

4.2. Punctuele mededeling van :

- elk ontwerp in verband met het cultuurbeleid van de RTBF met inbegrip, onder meer, van de ontwerpen die weerslag hebben op het tewerkstellingsbeleid;
- elk ontwerp dat een belangrijke wijziging inhoudt van het programmaschema;

— elk ontwerp dat de interpretatie van de artikelen 2, 4 en 25 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de " Radio-Télévision belge de la Communauté française " op belangrijke wijze kan beïnvloeden, alsook de interne regelen tot vaststelling van de deontologie inzake informatie.

5. Deelneming in het kapitaal of oprichting van een onderneming

Punctuele mededeling van elk ontwerp met het oog op de deelneming in het kapitaal van een bestaande onderneming of de oprichting van een onderneming in het kapitaal waarvan de RTBF of één van haar filialen zou deelnemen.

Deze mededeling houdt verband met de basisinformaties ingewonnen onder verwijzing naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden.

Deze mededeling moet de volgende gegevens omvatten :

- de verantwoording van de deelneming en de evaluatie van het genomen geldelijk risico;
- de wijze van financiering;
- de andere eventuele aandeelhouders en de financiële informatie over hen, inzonderheid over de aard van hun betrekkingen;
- het financieel plan en de begroting van het eerste dienstjaar;
- het organigram en de te verwachten evolutie van de personeelssterkte;
- de statuten en hun eventuele wijzigingen;
- het programma en de vooruitzichten voor de toekomst van de onderneming;
- het eventueel bestaan en de aard van de collectieve overeenkomsten, de akkoorden en pacten tussen aandeelhouders, die fundamentele en duurzame gevolgen hebben voor de toestand van de onderneming;
- de andere eventuele financiële beleggingen dan de deelneming in het kapitaal."

Art. 3. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de radio-omroep en de televisie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 januari 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 1805

[S — 29316]

29 AVRIL 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant délégation de pouvoirs sur le personnel, les missions, les biens, les droits et obligations transférés du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 5, § 1er, II, 4°;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 2, § 1er, 2, § 3 et § 4 et l'article 20 modifiée par la loi du 26 juin 1990 relative à certains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 1er mars 1991 transférant des membres du personnel du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole du Comité de négociation du secteur 17 du 15 avril 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'attente de leur transfert définitif, il y a lieu d'assurer à titre provisoire la gestion des missions, biens, droits et obligations du Fonds national de reclassement social des handicapés en ce qui concerne les activités relatives au reclassement social des handicapés;

Considérant que la gestion du personnel transféré à la Communauté française, ainsi que son encadrement hiérarchique et l'organisation de son activité, doivent être assurés sans retard;